

Aménagement d'une légumerie et d'une plate-forme de distribution dans un bâtiment existant à Maubourguet

**Maître d'ouvrage :
Communauté de Communes Adour-Madiran**

Equipe de maîtrise d'œuvre :

Atelier d'Architecture Bernard MALE

Bernard MALE, architecte d.p.l.g
Hôtel Tertiaire d'Entreprises
33, Place du corps Franc Pommies
65500 Vic-en-Bigorre.

ENERGECO

B.E.T Fluides
8, Avenue Maréchal Joffre
65100 Lourdes.

Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Mars 2018

Sommaire.

Article premier : Dispositions générales.	
I.1 Objet du marché	3
I.2 Décomposition en lots	3
I.3 Intervenants	3
I.4 Redressement et liquidations judiciaires	4
Article deuxième : Pièces constitutives du marché.	
II.1 Pièces constitutives du marché	4
Article troisième : Prix et mode d'évaluation des ouvrages.	
III.1 Répartition des paiements	5
III.2 Tranches conditionnelles	5
III.3 Répartition des dépenses communes de chantier	5
III.4 Contenu des prix et règlement des comptes	5
III.5 Variations dans les prix	6
III.6 Paiements des sous-traitants et cotraitants	7
Article quatrième : Délais d'exécution.	
IV.1 Délais d'exécution des travaux	7
IV.2 Prolongation du délai d'exécution	8
IV.3 Pénalités pour retard	8
IV.4 Repliement des installations de chantier	8
IV.5 Délais et retenues pour remise des documents après exécution	8
IV.6 Sécurité et Protection de la Santé	8
Article cinquième : Clauses de financement et de sûreté.	
V.1 Retenue de garantie ou garantie à première demande	9
V.2 Avance forfaitaire	9
V.3 Avance sur matériel	9
V.4 Cession ou nantissement de créance	9
Article sixième : Provenance, qualité et contrôle des matériaux.	
VI.1 Provenance des matériaux et produits	9
VI.2 Caractéristiques, qualités, vérifications et essais	9
Article septième : Implantation des ouvrages.	
VII.1 Implantation des ouvrages	10
Article huitième : Préparation, coordination et exécution des travaux.	
VIII.1 Période de préparation	10
VIII.2 Plans d'exécution, notes de calcul et études de détails	10
VIII.3 Application de la réglementation du travail	10
VIII.4 Organisation, sécurité et hygiène du chantier	11
VIII.5 Réunions de chantier	11
VIII.6 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	11
Article neuvième : Contrôle et réception des travaux.	
IX.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	11
IX.2 Réception des travaux	12
IX.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	12
IX.4 Documents fournis après exécution	12
IX.5 Délai de garantie	12
IX.6 Assurances	12
IX.7 Résiliation	13
Article dixième : Dérogations aux documents généraux.	
X.1 Dérogations aux documents généraux	13

Article premier : Dispositions générales.

I.1 Objet du marché.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) concernent l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après :

Aménagement d'une légumerie et d'une plate-forme de distribution dans un bâtiment existant à Maubourguet

Y compris les avenants et les décisions de poursuivre aux mêmes conditions du marché, nécessaires à la complète et parfaite réalisation de l'ouvrage.

La description des ouvrages et leurs Spécifications Techniques Détaillées sont indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

I.2 Décomposition en lots.

Les travaux sont prévus en onze (11) lots :

- 1 Gros-œuvre.
- 2 Charpente et bardages métalliques.
- 3 Serrurerie.
- 4 Menuiserie aluminium.
- 5 Menuiserie bois.
- 6 Cloisons sèches et plafonds.
- 7 Cloisons préfabriquées.
- 8 Revêtements scellés.
- 9 Plomberie, sanitaire, rafraichissement et ventilation.
- 10 Electricité, courant fort et courants faibles.
- 11 Peinture.

I.3 Intervenants.

La maîtrise d'œuvre du projet est assurée par :

- Bernard MALE, architecte d.p.l.g
Hôtel Tertiaire d'Entreprises – 33 Place du corps Franc Pommies 65500 Vic-en-Bigorre.
Tel : 05.62.96.43.44

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base non étendue aux études d'exécution.

Le contrôle technique du projet est assuré par :

- SOCOTEC
72 avenue Maréchal Foch
65000 Tarbes

Les missions confiées au Contrôleur Techniques sont les missions de type L + LE (Solidité de l'existant), S (Sécurité des personnes) et HAND (vérification accessibilité pour personnes handicapées).

La mission Sécurité et Protection de la Santé est assurée par :

- Sud-Ouest Coordination
59 rue du 11 novembre
65300 Lannemezan.

La mission O.P.C est assurée par :

Non dévolu au moment de l'appel à la concurrence.

I.4 Redressement et liquidations judiciaires.

Les dispositions suivantes sont applicables en cas de redressement ou de liquidations judiciaires.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la Personne Publique par le titulaire du chantier. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la Personne Publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L621.137 du Code du Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté, ouverte à l'article L621.28 du Code du Commerce.

Dans les autres cas, cette mise en demeure est adressée à l'administrateur judiciaire.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration du dit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le Maître d'ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article deuxième : Pièces constitutives du marché.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

A/ Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.
- Le Plan Général de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
- Le calendrier prévisionnel des travaux.
- Les plans établis par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

B/ Pièces générales.

- Les documents applicables en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.5.2.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par le Décret 76-87 du 21 janvier 1976 modifié.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicables aux marchés de travaux publics.
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S - D.T.U), énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Article troisième : Prix et mode d'évaluation des ouvrages.

III.1 Répartition des paiements.

L'Acte d'Engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise titulaire ou mandataire et à ses sous-traitants et à ses co-traitants.

III.2 Tranche conditionnelles.

Sans objet.

III.3 Répartition des dépenses.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.
 - Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais, conformément à la réglementation en vigueur, jusqu'à une décharge agréée.
 - Chaque entreprise doit procéder à la protection des ouvrages ou des parties d'ouvrages déjà réalisés, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle a salies ou détériorées.
- Les consommations d'eau et d'électricité sont à la charge du Maître d'ouvrage.

III.4 Contenu des prix, mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes.

III.4.1 Modalités d'établissement des prix.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.,

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés à l'article 1.2 ci-dessus.
- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées à l'article III.3 ci-dessus.

III.4.2 Caractéristiques des prix pratiqués.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire pour chacun des lots selon les stipulations de l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

III.4.3 Modalités de règlement des comptes.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par le prix global forfaitaire donné par l'Acte d'Engagement.

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait et qui seraient la conséquence de modification que le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux sont réglés selon les dispositions de l'Article 14 du C.C.A.G.

Au sujet des dispositions de l'Article 14 du C.C.A.G, il est précisé que les travaux seront réglés ainsi :

- Pour les travaux concordant avec des ouvrages portés sur le C.D.P.G.F susvisé, au moyen des prix unitaires figurant sur ce document.
- Pour les travaux assimilables à des ouvrages portés sur le C.D.P.G.F susvisé, au moyen de prix unitaires fixés par analogie, en prenant pour base les principes (Sous-détail, coefficient etc...) ayant servi à l'établissement de ce document.
- Pour les ouvrages ne pouvant être réglés suivant l'une des bases ci-dessus, suivant des prix débattus entre les parties conformément aux dispositions des articles 14.3 et 14.4 du C.C.A.G, dans les mêmes conditions économiques que les prix du marché.

Il est rappelé que les dispositions du présent article sont applicables uniquement à des travaux commandés par Ordre de Service ou Avenant.

III.4.4 Acomptes mensuels et solde.

Les acomptes mensuels et le solde seront présentés en 4 exemplaires au maître d'œuvre.

Les projets de décompte du mois M seront établis conformément à l'Article 13 du C.C.A.G puis seront transmis obligatoirement et préalablement au maître d'œuvre pour acceptation et visa conformément au C.C.A.G, au plus tard le 7 du mois suivant le mois de réalisation des prestations.

III.4.5 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée.

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en application des taux de T.V.A en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en application des taux de T.V.A en vigueur lors des encaissements.

III.5 Variations dans les prix.

III.5.1 Type de variation des prix.

Les prix sont fermes, actualisables suivants les modalités fixées aux articles III.5.3 et III.5.4 au présent document.

III.5.2 Mois d'établissement des prix du marché.

Les prix du marché sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2017. Ce mois est appelé "mois zéro".

III.5.3 Choix de l'index de référence.

Le choix de l'index de références I (Index national T.P, B.T ou choix d'indice) pour l'actualisation est le suivant :

Définition :	Codification :
Terrassements :	BT 02
Maçonnerie blocs et briques :	BT 03
Ossature, ouvrages en béton armé :	BT 06
Ossature et charpente métallique :	BT 07
Plâtrerie, cloisons et enduits :	BT 08
Carrelage et revêtement céramique :	BT 09
Charpente bois :	BT 16 b
Menuiseries intérieures :	BT 18 a
Menuiseries extérieures :	BT 19 b
Fermeture de baies en aluminium :	BT 27
Fermeture de baies en métal ferreux :	BT 28
Couverture et accessoires métal :	BT 34
Plomberie et sanitaire :	BT 38
Chauffage :	BT 40
Ventilation et conditionnement d'air :	BT 41
Menuiseries en acier et serrurerie :	BT 42
Menuiserie en alliage d'aluminium :	BT 43
Vitrerie et miroiterie :	BT 45
Peinture :	BT 46
Electricité :	BT 47

III.5.4 Modalités de variation des prix.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché(ou du lot) d'un coefficient Cn donné par la formule : $C_n = I(d-3)/I_0$ dans laquelle I₀ et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l' (les) index de référence du marché (ou du lot) sous réserve que la date du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieure de plus de 120 jours à la date limite de la remise des prix fixée par le règlement de la consultation.

III.5.5 Actualisation provisoire.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

III.6 Paiements des co-traitants et des sous-traitants.

III.6.1 Désignation des sous-traitants en cours du marché.

L'avenant ou l'Acte Spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 114 du Code des Marchés Publics.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 114 du Code des Marchés Publics.
- La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des Marchés Publics.
- Le comptable assignataire des paiements.
- Le compte à créditer.

III.6.2 Modalités de paiement direct.

En cas de cotraitance.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

En cas de sous-traitance.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Article quatrième : Délais d'exécution.

IV.1 Délais d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est stipulé à l'Article 3 de l'Acte d'Engagement.

IV.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui est joint au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Ordre de Service prescrivant à l'entrepreneur titulaire ou mandataire du lot dont les travaux doivent commencer en premier, de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des entrepreneurs des autres lots.

IV.1.2 Calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'O.P.C après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre.
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire du chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par l'O.P.C à l'approbation de la Personne responsable du marché dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au VIII.1 ci-après.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, l'O.P.C peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'Article 3 de l'Acte d'Engagement.

Le calendrier initial, comme le calendrier modifié est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

IV.2 Prolongation du délai d'exécution.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.22 du C.C.A.G, le délai d'exécution des travaux sera prolongé dans les conditions suivantes :

- Pluies persistantes : 10 mm/h.
- Gelées : -5°C.
- Neige : 0,15 ml/j.
- Vent : >50 km/h.

IV.3 Pénalités.

IV.3.1 Pénalités pour retard.

Concernant les pénalités journalières de retard, seules les stipulations de l'article 20.1 du C.C.A.G s'appliquent avec un minimum de 100,00 € par jour calendaire de retard.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le planning d'exécution.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre.

IV.3.2 Absence aux réunions de chantier.

En cas d'absence aux réunions de chantier, le Maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité par absence constatée de 50.00 Euros H.T. Toutefois le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de remettre ces pénalités s'il juge que l'absence est due à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

IV.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

A la fin des travaux et dans un délai de quarante huit heures (48 heures), après une simple injonction verbale du Maître de l'Ouvrage, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements provisoires qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de cent Euros (100,00 €) par jour calendaire de retard, qui s'ajouteront aux pénalités prévues aux paragraphes 4.3.1 et IV.3.2.

IV.5 Délais et retenues pour remise des documents après exécution.

En dérogation du paragraphe 40.3 du C.C.A.G, les plans et autres documents conformes à l'exécution sont à fournir à la réception des ouvrages.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G, une retenue forfaitaire provisoire égale à 1000.00 Euros H.T sera opérée. Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues au titulaire dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G.

Au delà de deux mois suivant la réception, après mise en demeure préalable, si les documents et plans ci-dessus énoncés ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive.

D'autre part, en dérogation de l'article 40.1 du C.C.A.G, les documents à fournir après exécution par le titulaire du marché devront être fournis en 6 exemplaires.

IV.6 Sécurité et Protection de la Santé.

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8.1 et 8.4.5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100.00 Euros H.T sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G.

Article cinquième : Clauses de financement et de sûreté.

V.1 Garantie financière.

Une retenue de garantie dont le taux est fixé à 5% sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux ainsi que celles qui pourraient être formulées pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Cette garantie devra être constituée en totalité et fournie au représentant du pouvoir adjudicateur au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, la garantie à première demande devra être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

V.2 Avance forfaitaire.

Une avance forfaitaire est prévue conformément aux dispositions prévues aux articles 87 à 90 du Code des Marchés Publics.

V.3 Avance sur matériel.

Il n'est pas prévu d'avance sur matériel.

V.4 Cession ou nantissement de créance.

L'entrepreneur pourra céder ou nantir les créances résultant du marché, dans les conditions définies par les articles 106 et suivants du Code des Marchés Publics.

En dérogation de l'article 3.3 du C.C.A.G travaux, l'unique exemplaire fourni en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance sera délivré sur demande écrite de l'entrepreneur.

Article sixième : Provenance, qualité et contrôle des matériaux.

VI.1 Provenance des matériaux et produits.

Le C.C.T.P fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou dérogé aux dispositions desdites pièces.

VI.2 Caractéristiques, qualités, vérifications et essais des matériaux.

VI.2.1 Définition des compléments et dérogation.

Le C.C.T.P définit les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'œuvre.

VI.2.2 Précision sur les matériaux, produits et composants de construction.

Le C.C.T.P précise des matériaux; produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées dans les mêmes conditions qu'au paragraphe VI.2.1 ci-dessus.

VI.2.3 Essais et vérifications.

Le Maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés sur justificatifs. S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le Maître d'ouvrage.

Article septième : Implantation des ouvrages.

Chaque entrepreneur titulaire de chacun des lots sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité à l'implantation de ses ouvrages.

Article huitième : Préparation, coordination et exécution des travaux.

VIII.1 Période de préparation.

Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée sera de trente jours à compter de la date d'envoi des O.S prescrivant le commencement des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

A Par les soins de l'O.P.C :

- Elaboration après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution.

B Par les soins du titulaire :

- Etablissement et présentation à l'équipe de maîtrise d'œuvre pour visa des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires à la réalisation des ouvrages.
- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre et du Coordonateur S.P.S du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'Article 28.2 du C.C.A.G.
- Etablissement des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

C Par le coordonnateur S.P.S :

Adaptation et modification du plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

VIII.2 Plan d'exécution, notes de calculs et études de détails.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications détaillées sont établis par Les entreprises et soumis au visa du maître d'œuvre.

Tous les plans d'exécution et notes de calculs devront être visés par le Contrôleur Technique mentionné à l'article I.3 du présent C.C.A.P.

VIII.3 Application de la réglementation du travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

VIII.4 Organisation, sécurité et hygiène du chantier.

VIII.4.1 Principes généraux.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

VIII.4.2 Autorité du Coordonnateur S.P.S.

Le Coordonnateur S.P.S doit informer le Maître d'ouvrage et le Maître d'oeuvre sans délai, et par tous les moyens, de toutes violations par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

En cas de dangers graves et imminents menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur S.P.S doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

VIII.4.3 Moyens donnés au Coordonnateur S.P.S.

Le Coordonnateur S.P.S a libre accès au chantier.

Les titulaires des marchés de travaux s'engagent à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur S.P.S et les intervenants définies à l'article 2 du présent C.C.A.P.

VIII.4.2 Installations à réaliser par le titulaire.

Le projet d'installation de chantier indique la situation sur plan des locaux pour le personnel et leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissements et leurs dates de réalisation.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

VIII.5 Réunions de chantier.

Chaque entreprise désignera dès la signature de son marché un responsable du chantier. Celui-ci sera tenu d'assister personnellement à toutes les réunions de chantier ou de préparation sur convocation du maître d'œuvre, sous peine de pénalités à la libre décision du maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article IV.3.2 du présent C.C.A.P.

Les comptes-rendus de chantier deviendront contractuels s'ils n'ont pas fait l'objet de remarques écrites avant la réunion suivante.

VIII.6 Garde du chantier en cas de défaillance de l'entrepreneur.

Si le marché relatif à un autre lot que le lot Gros-œuvre est résilié par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G, l'entrepreneur titulaire du lot Gros-œuvre doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur. Les dépenses entraînées par cette garde sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot Gros-œuvre.

Article neuvième : Contrôle et réception des travaux.

IX.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.

IX.1.1 Essais et contrôles des ouvrages à la diligence du maître d'oeuvre.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G ou le C.C.T.P.

Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 24 du C.C.A.G et de l'article 6.1 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en oeuvre sont applicables aux essais et contrôles du présent article.

IX.1.2 Essais et contrôles des ouvrages à la diligence du maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'ayant pas été satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise titulaire concernée. Le programme, ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

IX.2 Réception des travaux.

Par dérogation à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G-Travaux :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux tous lots confondus. Elle prend effet à la date de cet achèvement.
- Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

IX.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Il sera fait application des articles 42.2 et 43 du C.C.A.G.

Pour l'application de l'article 42.2 du C.C.A.G des prises de possession de locaux par le Maître d'ouvrage avant l'achèvement de l'ensemble des travaux pourra avoir lieu en fonction des besoins du Maître d'ouvrage. Dans ce cas, un état des lieux contradictoire sera établi par le maître d'oeuvre et les entreprises.

IX.4 Documents fournis après exécution.

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution seront conformes aux stipulations de l'Article 40 du C.C.A.G.

En cas de retard dans la remise des dits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article IV.5 ci-dessus.

Un exemplaire du Dossier des Ouvrages Exécutés sera remis au Coordonnateur S.P.S pour assurer la cohérence avec le Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages.

IX.5 Délai de garantie.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.

IX.6 Assurances.

L'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier au moyen d'une attestation détaillée émanant d'une compagnie ou d'un agent général d'assurances, mais en aucun cas d'un courtier d'assurance, portant obligatoirement les mentions des activités garanties et de l'étendue de la garantie, au moment de la consultation, puis à tout moment en cours d'exécution des travaux :

- D'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent vis à vis des tiers et du Maître d'ouvrage en cas d'accidents ou de tous dommages causés par l'exécution des travaux.
- D'une assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 2270 du Code Civil.
- D'une assurance civile décennale couvrant les risques spécifiques à la mise en oeuvre sur le chantier par l'entrepreneur de matériaux de type nouveau.

Le défaut de production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toutes réclamations du Maître d'ouvrage.

Il est à noter enfin, qu'en cas de souscription d'une police dommages-ouvrage par le Maître d'ouvrage, le paiement de la prime se fera directement par le Maître d'ouvrage sans aucune retenue à l'entrepreneur. Cependant, toute surprime exigée par les assureurs du fait d'un entrepreneur ou d'un sous-traitant sera mise à la charge des entrepreneurs concernés et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché. De même, au cas où le chantier l'exigerait, l'entrepreneur s'engage à obtenir de ses assureurs une abrogation de la règle proportionnelle.

IX.7 Résiliation.

Le marché pourra être résilié par le Maître d'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 et 48 du C.C.A.G-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même C.C.A.G-Travaux.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements prévus aux articles 45.2 et 45.3 b et c et à l'article 46.1 du Code des Marchés Publics peut entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché au frais et risques du titulaire.

Dans ce cas, les excédents des dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la Personne Publique.

Article dixième : Dérogations aux documents généraux.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Dérogations au C.C.A.G-Travaux :

- l'article IV.2 déroge à l'article 19.2 du C.C.A.G-Travaux.
- L'article IV.5 déroge au article 40.1 et 40.3 du C.C.A.G-Travaux.
- L'article IV.6 déroge à l'article 49.1 du C.C.A.G-Travaux.
- L'article V.1 déroge aux articles 4.1 et 4.2 du C.C.A.G-Travaux.
- L'article V.2 déroge à l'article 11.6 4° paragraphe et aux articles 4.1 et 4.2 du C.C.A.G-Travaux.
- L'article V.4 déroge à l'article 3.3 du C.C.A.G-Travaux.
- L'article IX.2 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G-Travaux.
- L'article IX.6 déroge à l'article 4.3 du C.C.A.G-Travaux.

Le maître d'œuvre.

Lu et accepté,
Les entrepreneurs.

Le Maître d'ouvrage.